

# Rapport annuel du Représentant du Conseil supérieur

---

Conseil supérieur des Ecoles européennes

Bruxelles, 27 & 28 janvier 1998

---

## 1.0 Rétrospectives

---

Le présent rapport est le deuxième que je rédige en qualité de Représentant du Conseil supérieur. Il contient des informations statistiques qui me paraissent utiles pour montrer l'évolution de nos structures. Il contient aussi une description des tâches considérables accomplies dans les Ecoles et par les Comités préparatoires qui conduisent aux décisions prises par notre Conseil.

J'ai l'occasion de me rendre trois fois par an au moins dans chacune des neuf Ecoles, ce qui me permet d'entretenir des contacts étroits avec la communauté scolaire de chacune d'elles lors des réunions des Conseils d'administration que je préside. Plusieurs Inspecteurs et plusieurs membres du CAF nous ont fait l'honneur de participer à ces réunions et j'invite les membres du Conseil supérieur à y assister lorsqu'ils en ont la possibilité. En effet, elles se composent de membres de la Direction, de parents, d'enseignants, de membres du personnel administratif et d'élèves. Elles constituent le lieu idéal pour mesurer concrètement toutes les tâches qui incombent à chacune des composantes de notre communauté. Nous y débattons des problèmes quotidiens qui constituent ou bien le point de départ des nombreuses questions dont nous débattons au sein des différentes instances de notre système ou bien la mise en pratique des décisions prises par le Conseil supérieur.

J'encourage vivement le Conseil à lire attentivement les rapports établis par les Directeurs sur le déroulement de l'activité des Ecoles dont ils assurent la responsabilité. Elle est d'autant plus impressionnante que nos écoles sont constituées d'autant de nationalités différentes qu'elles contiennent de sections linguistiques aux habitudes et aux traditions diverses.

Il est frappant de constater que malgré la variété du nombre de sections, elles ont un point commun qui se retrouve dans l'engagement qu'elles prennent à poursuivre les mêmes objectifs.

Actuellement au nombre de neuf, nos écoles vont se trouver dans un avenir relativement proche au nombre de dix par la mise à disposition de la troisième école de Bruxelles dont les travaux se poursuivent dans d'excellentes conditions. Déjà les murs s'élèvent au-dessus du sol et les premières dalles sont coulées. Il a été question de la création éventuelle d'une Ecole européenne à Alicante. Des pourparlers ont eu lieu et les conditions statutaires paraissent remplies pour l'implantation d'une école pour le bénéfice des fonctionnaires de l'Office des Marques dont le nombre atteint près de 600.

L'année qui vient de s'écouler a donné lieu à de nombreuses réunions au cours desquelles, sous l'impulsion de M. GAIGNAGE, chef de la délégation belge, nous nous sommes penchés sur le problème difficile de l'intégration de nouvelles sections linguistiques dans nos écoles. Diverses hypothèses ont été formulées. Elles s'inspirent des expériences du passé, mais certaines d'entre elles proposent un changement radical de notre structure actuelle. Le groupe de travail qui comprend des représentants des quinze Etats membres s'est réuni à cinq reprises, en mars, en avril, en mai et en juillet 1997, parfois pendant deux jours pour élaborer des propositions qui puissent satisfaire toutes les délégations. Il faudra d'autres réunions encore pour finaliser le projet bien avant que nous soyons confrontés à la réalité de devoir intégrer de nouvelles sections dans nos écoles.

Le Parlement européen a été informé de nos travaux et le Président de la Commission budgétaire a manifesté un intérêt certain pour l'ensemble des questions dont nous avons débattu. Nos réflexions ont sans doute contribué au fait que le Parlement ait décidé d'approuver le projet de budget que nous avons élaboré en avril 1997 pour l'exercice 1998. Le Parlement a lieu aussi d'être satisfait des efforts que nous faisons pour l'intégration des enfants à besoins spécifiques tant dans les classes primaires que dans les classes secondaires.

Ce rapport contient aux pages qui suivent de nombreux détails sur les activités que nous avons développées au cours de l'année. Celles-ci ne pourraient aboutir sans l'aide précieuse de tous ceux qui ont contribué à la réalisation de nos objectifs. Ces remerciements s'adressent:

- aux chefs de délégations qui par leurs interventions ont contribué à l'évolution et à l'aboutissement des objectifs poursuivis;
- aux autorités nationales qui ont fait preuve d'une grande ouverture lors des nombreuses négociations que nous avons menées;

- à la Commission qui, par sa précieuse collaboration, nous permet de résoudre beaucoup de problèmes;
- aux membres du Comité Administratif et Financier dont la tâche ne s'est pas limitée à donner des conseils sur les problèmes administratifs et budgétaires mais qui participent également activement aux négociations dans bien d'autres domaines;
- aux Inspecteurs qui s'impliquent avec une particulière ardeur et un grand engagement dans la vie pédagogique et éducative de nos Ecoles malgré les nombreuses tâches nationales auxquels ils doivent faire face;
- aux Directeurs et aux Directrices qui ont su à la fois diriger leurs Ecoles respectives de main de maître et dynamiser les contacts extérieurs qu'ils nouent;
- aux parents qui se sont impliqués dans de nombreux travaux innovateurs, grâce notamment à l'excellente collaboration d'Interparents et à leur participation constructive au sein des Conseils d'administration;
- aux élèves qui sont bien entendu ceux pour lesquels tout le système a été créé et qui ont su montrer leur intérêt aux problèmes qui les concernent grâce à une excellente collaboration au sein des Comités pédagogiques;
- à nos collaborateurs directs au Bureau, c'est à dire à mon Adjoint, M. IRVINE, aux chefs d'Unités responsables des divers services mais aussi à l'ensemble du personnel administratif dont le travail considérable et efficace nous permet de disposer de la documentation et des dossiers nécessaires dans les différentes langues pour nous permettre de réaliser nos travaux.

## 2.0 Evolution de la population scolaire

A la rentrée de septembre 1997, un nouvel accroissement global des effectifs a pu être enregistré: 16 059 élèves fréquentent les Ecoles européennes, ce qui constitue une augmentation de 333 élèves par rapport à l'année précédente, soit un accroissement de 2,12%.

ECOLLES	Maternel	Primaire	Secondaire	Total	% par rapport à 1996
Luxembourg	427	1354	1784	3565	+ 0,99 %
Bruxelles I	247	1243	1946	3436	- 0,9 %
Bruxelles II	195	1125	1576	2896	+ 8,3 %
Mol	48	218	458	724	- 1,5 %
Varese	118	568	614	1300	+ 4,08 %
Karlsruhe	73	417	655	1145	+ 0,88 %
Bergen	82	325	448	855	- 1,83 %
Munich	84	497	602	1183	+ 8,23 %
Culham	97	385	473	955	- 1,74 %
<b>TOTAL</b>	<b>1371</b>	<b>6132</b>	<b>8556</b>	<b>16 059</b>	<b>+ 2,12 %</b>

Comme je l'ai fait dans mon rapport de l'année dernière, il me paraît intéressant d'indiquer ci-dessous la catégorie à laquelle appartiennent les élèves des neuf Ecoles. A titre de rappel, il convient de signaler que:

---

## Evolution de la population scolaire

---

- la catégorie I représente les élèves admissibles de droit;
- la catégorie II représente les élèves appartenant à des organisations ayant signé un contrat de financement à 100% ou un financement partiel;
- la catégorie III représente des élèves autres, dont les parents sont redevables du minerval scolaire ordinaire.

ECOLE	Catégorie I	Catégorie II	Catégorie III
Luxembourg	2799 soit 78,5 %	99 soit 2,77 %	667 soit 20,22 %
Bruxelles I	2479 soit 72,14 %	90 soit 2,61 %	867 soit 25,23 %
Bruxelles II	2462 soit 85,01 %	150 soit 5,18 %	284 soit 9,81 %
Mol	134 soit 18,5 %	/	590 soit 81,49 %
Varese	513 soit 39,46 %	60 soit 4,62 %	727 soit 55,92 %
Karlsruhe	134 soit 11,7 %	13 soit 1,13 %	998 soit 87,16 %
Bergen	139 soit 16,25 %	17 soit 1,99 %	699 soit 81,75 %
Munich	687 soit 58,07 %	55 soit 4,65 %	441 soit 37,28 %
Culham	222 soit 23,24 %	12 soit 1,26 %	721 soit 75,5 %
TOTAL	9569 soit 59,6 %	496 soit 3,08 %	5994 soit 37,32 %

On peut constater que c'est à Bruxelles II, à Varese et à Munich que l'augmentation de la population scolaire est essentiellement due à une augmentation d'élèves de la catégorie I:

- à Bruxelles II elle passe de 2290 en septembre 1996 à 2462 en septembre 1997;
- à Varese elle passe de 476 en septembre 1996 à 513 en septembre 1997;
- à Munich elle passe de 648 en septembre 1996 à 687 en septembre 1997.

Dans les écoles de Luxembourg et de Bruxelles I l'augmentation des élèves de la catégorie I est moins sensible, tandis que dans les autres écoles, les élèves de catégorie I sont en diminution.

Dans l'ensemble des neuf Ecoles européennes l'accroissement global de la population scolaire est de 2,12% par rapport à l'année précédente. En septembre 1996 l'augmentation de la population scolaire n'était que de 0,9% par rapport à 1995.

Par rapport à l'année dernière, le pourcentage de la répartition entre les trois catégories d'élèves est pratiquement inchangé. En effet:

- les élèves de catégorie I représentaient 59,2% de la population scolaire en septembre 1996. Ils représentent 59,6% à la rentrée de septembre 1997;
- les élèves de la catégorie II représentaient 3,7% de la population scolaire en septembre 1996. Ils représentent 3,08% en septembre 1997;
- les élèves de la catégorie III représentaient 37,1% de la population scolaire en septembre 1996. Ils représentent 37,32% en septembre 1997.

### 3.0 Evolution du nombre d'enseignants détachés et des chargés de cours

#### 3.1 Enseignants détachés

ECOLES	En fonction au 15/09/96	En fonction au 15/09/97	Augmentation ou diminution
Luxembourg	228	237	+ 3,9 %
Bruxelles I	233	238	+ 2,1 %
Bruxelles II	179	186	+ 3,9 %
Mol	69	71	+ 2,9 %
Varese	99	100	+ 1 %
Karlsruhe	92	94	+ 2,17 %
Bergen	75	77	2,66 %
Munich	69	69	/
Culham	78	78	/
<b>TOTAL</b>	<b>1122</b>	<b>1150</b>	<b>+ 2,5 %</b>

#### 3.2 Variation du nombre d'heures de cours effectuées par des chargés de cours entre le 1er janvier et le 1er septembre 1997 (les nombres entre parenthèses indiquent les heures effectuées au 1er janvier 1996)

ECOLES	Primaire	Secondaire	Religion	Total
Luxembourg	132 (129)	462 (469)	201,5 (258)	795,5 (856)
Bruxelles I	598 (269)	533 (473)	235 (290)	1366 (1032)
Bruxelles II	283 (122)	504 (480)	280,5 (253)	1037,5 (855)
Mol	70,5 (83)	242 (187)	76 (87)	388,5 (357)
Varese	123,5 (62)	103 (151)	65 (119)	291 (332)
Karlsruhe	40 (44)	84 (112)	57 (58)	181 (214)
Bergen	66,5 (92,5)	265 (295)	96 (89,5)	427,5 (477)
Munich	608 (376)	410 (399)	89 (83)	1107 (858)
Culham	82,5 (78)	195 (189)	45,5 (66)	323 (333)
<b>TOTAL</b>	<b>2004 (1255,5)</b>	<b>2798 (2755)</b>	<b>1145,5 (1303,5)</b>	<b>5917 (5314)</b>

Le rôle des chargés de cours consiste à compléter des horaires après que tous les postes de titulaires aient été créés.

Un poste de détaché n'est demandé que lorsque le nombre d'heures disponibles est suffisamment élevé pour garantir à un détaché une stabilité dans son poste. C'est ainsi qu'au cycle secondaire où l'horaire d'un enseignant est de 21 périodes hebdomadaires, un poste ne sera demandé que si pour une certaine matière, le nombre d'heures disponible est  $\pm 23$

périodes pour une année en cours et si cette disponibilité de périodes se vérifie deux années de suite.

Il m'a paru intéressant de préciser pour le cycle secondaire le pourcentage d'heures données par des chargés de cours par rapport au nombre global d'heures pour chacune des écoles. Ces statistiques sont reprises ci-dessous:

ECOLES	Nombre global de périodes	Dont chargés de cours	Soit
Luxembourg	3460	462	13,35 %
Bruxelles I	3710	533	14,36 %
Bruxelles II	2913	504	17,3 %
Mol	1013	242	23,88 %
Varese	1548	103	6,65 %
Karlsruhe	1463	84	5,75 %
Bergen	1307	265	20,27 %
Munich	1557	410	26,33 %
Culham	1359,5	195	14,34 %
<b>TOTAL</b>	<b>18 330,5</b>	<b>2798</b>	<b>15,28 %</b>

C'est à l'Ecole de Munich que le pourcentage d'heures de cours attribuées à des chargés de cours est le plus élevé. Cela provient de la politique de recrutement préconisée par l'Office européen des Brevets qui privilégie le recrutement de chargés de cours plutôt que l'appel à des enseignants détachés par les Etats membres.

Il convient de constater également qu'aux Ecoles de Mol et de Bergen le pourcentage moyen d'heures attribuées à des chargés de cours est élevé. Cela provient du fait que le nombre de groupes créés est trop faible pour envisager la création de postes d'enseignants détachés pour toutes les matières.

---

## **4.0 Situation et évolution des Ecoles européennes**

---

### **4.1 A Luxembourg**

Le gouvernement luxembourgeois a entrepris la rénovation totale de l'Ecole du Kirchberg. Des bâtiments préfabriqués d'excellente conception ont été installés pour héberger les élèves du primaire pendant les travaux de rénovation qui se déroulent selon le planning prévu. Le 16 septembre 1997 Monsieur le Ministre des travaux publics a inauguré officiellement le chantier. La maquette de la future école, présentée lors de cette cérémonie, a montré l'intérêt des autorités luxembourgeoises pour un excellent hébergement de nos élèves sur ce site. Il faut noter que l'école manquera cruellement de locaux sportifs pendant toute la durée des travaux malgré les gymnases provisoires qui seront installés à côté des préfabriqués du primaire en janvier 1998. Lors d'entretiens que j'ai eus avec le Ministre à l'occasion de la cérémonie, j'ai exprimé le souhait que des installations

sportives suffisantes soient aménagées dans le futur campus. Il semble que le gouvernement soit disposé à donner suite à ce souhait.

En outre, le Ministre a répondu favorablement à la demande que je lui ai faite au nom du Conseil supérieur d'envisager la construction d'une deuxième école européenne à Luxembourg.

Lorsque les travaux seront achevés, l'école disposera d'un nombre plus important de locaux et il est possible d'envisager le transfert des élèves du Boulevard de la Foire vers le Kirchberg. J'estime cependant qu'il serait prudent de ne pas évacuer totalement l'annexe du Boulevard de la Foire qui pourra être utile pour l'accueil de nouvelles sections linguistiques en attendant la réalisation de la 2e école européenne de Luxembourg dont les travaux ne débiteront, selon le Ministre, qu'après l'achèvement des travaux du Kirchberg.

En attendant, les cours se dérouleront dans des conditions difficiles en raison de la disposition des locaux et de la proximité du chantier. Il faut rendre hommage à l'ensemble du personnel enseignant et administratif qui subit ces inconvénients avec beaucoup de patience. Le Directeur, Madame Christmann, maîtrise ces problèmes avec une très grande compétence.

#### **4.2 A Bruxelles I**

La population scolaire a légèrement diminué au niveau du cycle secondaire, mais cette diminution n'est que provisoire puisqu'aux cycles maternel et primaire la population scolaire augmente légèrement. La saturation de ce site a été évoquée à maintes reprises. Elle est d'autant plus préoccupante que les premiers bâtiments construits entre 1958 et 1965 sont vétustes et demandent une rénovation complète. Un plan directeur de rénovation a été élaboré. Il a été accepté par l'ensemble de la communauté scolaire. Cependant, pour que les travaux puissent débiter, il faut pouvoir évacuer la totalité des élèves du cycle primaire, soit  $\pm$  1400 élèves. Ils seront hébergés partiellement dans la future école de Bruxelles III et partiellement dans une école annexe mise à la disposition par les autorités belges. Actuellement, le seul site offert par la Belgique est celui de l'école de Berkendael dont le Ministre de la Fonction publique, M. FLAHAUT, est venu lui-même présenter la maquette lors de la réunion du Conseil supérieur du mois d'octobre 1997. Le Ministre a rassuré le Conseil en précisant que le centre de détention pour délinquants sexuels ne sera pas implanté à proximité de cette annexe. Le Conseil supérieur a pris bonne note de cette information mais au moment de la rédaction du présent rapport, il n'a pas encore levé sa réserve sur l'acceptation de ce site.

De toute manière l'école de Bruxelles I devra continuer de fonctionner dans les conditions actuelles jusqu'en septembre 1999 car ni Berkendael, ni Bruxelles III ne seront disponibles avant cette date. Au moment où Bruxelles III sera disponible, d'autres élèves de Bruxelles I, ceux du secondaire notamment, seront transférés vers la nouvelle école. Le transfert de sections ou de parties de sections fait d'ailleurs l'objet d'un point particulier à l'ordre du jour de la présente réunion du Conseil supérieur.

Les travaux de rénovation complète du site de Bruxelles I s'étendront sur une période de 6 à 7 ans au moins.

Il faut noter aussi que la Régie des bâtiments a fait procéder à la rénovation du bâtiment des sciences, des salles de sport et de la piscine. Les nouveaux bâtiments répondent bien aux besoins de l'école.

#### **4.3 A Bruxelles II**

Le nouveau bâtiment du cycle primaire a été inauguré par le Ministre quelques jours seulement avant la rentrée scolaire. Ce bâtiment était indispensable pour faire face à l'accroissement constant de la population scolaire de cette école qui augmente de plus de 8% par rapport à l'année dernière. Les nouvelles sections linguistiques, finlandaise et suédoise, se développent progressivement, selon un rythme cependant inférieur à celui prévu initialement. Le bâtiment rénové comprend un étage supplémentaire et deux ailes additionnelles par rapport au bâtiment d'origine, ce qui a permis d'y aménager 34 classes supplémentaires. Il faut dire que les travaux ont pris beaucoup de retard, ce qui a empêché l'école d'installer les nouvelles classes avant la fin de l'année scolaire 1996 / 1997. Les enseignants ont écourté leurs vacances pour pouvoir emménager à temps pour la rentrée. Je tiens à les remercier pour les efforts qu'ils ont faits. Je tiens également à remercier le Directeur, M.PINO, d'avoir suivi l'évolution de ces travaux avec une grande diligence et pour avoir constamment poussé les entrepreneurs et la Régie des bâtiments à accélérer le rythme de la construction. Les nouveaux bâtiments ont permis également de rapatrier les élèves du jardin d'enfants qui étaient hébergés dans des locaux mis généreusement à la disposition de l'école par la Commission à laquelle j'adresse également mes remerciements.

Le plan directeur élaboré par la Régie des bâtiments en accord avec le Conseil d'administration de l'école prévoit un réaménagement des bâtiments du secondaire avec une délocalisation de l'administration qui occupe actuellement un espace qui sera transformé en salles de classes, ce qui est plus logique compte tenu de la situation à proximité des autres salles. Une salle multimedia a été aménagée par la Régie. Elle est très fonctionnelle et appréciée par les enseignants et par les élèves.

Les travaux prévus dans le cadre de la phase II n'ont pas encore débuté.

La phase III prévoit l'aménagement d'une aire de stationnement pour les autobus. J'ai déjà attiré l'attention du Conseil supérieur dans mon rapport de l'année dernière sur le danger permanent auquel sont soumis les élèves par le fait que les autobus circulent le matin, à midi et à la fin des cours dans l'aire de récréation des élèves. J'ai attiré l'attention des autorités sur le danger par plusieurs lettres adressées au Ministre et par des contacts personnels avec le Cabinet. Le Directeur et les parents ont également abordé cette question à plusieurs reprises avec la Régie des bâtiments. Le Ministre nous a autorisés, le Directeur et moi-même, à négocier l'acquisition d'un terrain situé dans une commune limitrophe en territoire flamand. Ces négociations n'ont pas abouti à ce jour. La commune de Woluwe, quant à elle, n'est pas disposée à céder un terrain pour l'aménagement d'un parking.



Les derniers contacts que j'ai eus avec la Régie des bâtiments ont permis d'envisager l'aménagement d'un parking souterrain sur le site même de l'école. Les négociations seront poursuivies dans ce sens pour qu'elles aboutissent rapidement. Je dois dire cependant que cette solution, la seule qui reste, n'est pas idéale, car les autobus continueront à traverser la cour de récréation pour accéder au parking souterrain, mais au moins ils ne manoeuvreront plus dans la cour.

#### **4.4 A Mol**

La population scolaire est en légère diminution au niveau du secondaire et en légère augmentation au niveau du primaire, ce qui fait que les effectifs se stabiliseront à l'avenir.

Les bâtiments scolaires sont en excellent état. Les aménagements extérieurs sont très vastes et permettent le développement de nombreuses activités en plein air. L'école dispose d'une excellente salle de réunion qui lui permet de recevoir de nombreux groupes de travail tels que stages ou réunions des Economes. Le "club house" situé à proximité de l'école permet aux participants à ces réunions d'être hébergés dans des conditions économiques très raisonnables.

#### **4.5 A Varese**

La rentrée scolaire s'est effectuée dans de bonnes conditions malgré le transfert des élèves de Brebbia sur le site. En effet, les locaux destinés à accueillir ces élèves étaient prêts à temps. En outre un gymnase a pu être aménagé sous les arcades de l'école maternelle. Des douches et des toilettes complètent cet aménagement. D'autres travaux ont pu être réalisés à l'école secondaire, notamment grâce à la mise à la disposition de l'école d'un montant d'un demi-milliard de lires italiennes par les autorités nationales.

Il reste des travaux à exécuter dans cette école, en particulier pour faire face aux normes de sécurité relevant des directives de l'Union européenne mais aussi pour construire sur le site un bâtiment pouvant accueillir 15 classes supplémentaires afin de libérer les couloirs où sont installés un certain nombre de locaux scolaires. Il semble que les difficultés résultant du manque de clarté concernant le titre de propriété de l'école soient sur le point de trouver une solution.

Il convient de remercier tout particulièrement le centre d'Ispra dont l'Unité Infrastructures fait des efforts constants pour apporter son aide et son soutien à l'école pour tous les travaux qui ont été réalisés.

Mais je tiens aussi à remercier le Directeur, M. STEIWER, pour avoir su répartir judicieusement les montants mis disposition par le gouvernement italien afin de rénover l'intérieur des bâtiments pour leur donner un aspect agréable et fonctionnel.

#### **4.6 A Karlsruhe**

Le Directeur avait déjà attiré l'attention dans son rapport de l'année dernière sur le manque de locaux pour faire face aux besoins réels de l'école. La

situation n'a pas évolué et certaines classes fonctionnent dans des conditions difficiles, tant au maternel qu'au primaire et au secondaire. Il faut constater aussi que l'école manque d'une cantine qui permette de préparer des repas chauds.

J'avais signalé dans mon dernier rapport qu'il faudrait trouver une solution au problème de la répartition des charges financières entre le Land Bade Wurtemberg, l'Etat fédéral et la commune de Karlsruhe. Le Directeur, M. HOFFMANN, et moi-même avons rencontré le bourgmestre de Karlsruhe qui nous a fait part des difficultés de la ville pour prendre en charge les travaux d'assainissement nécessaires. M. HOFFMANN a pris des contacts avec les autorités du Land Bade Wurtemberg. J'ai moi-même écrit une lettre au Ministre des Affaires étrangères, M. Klaus KINKEL, pour lui demander de rechercher une solution au problème de la répartition des charges financières. La réponse du Ministre à ma lettre laisse entendre que dans un proche avenir et grâce à des relations tripartites entre les différentes autorités une solution pourra être trouvée à cette question. Je tiens à remercier M. HOFFMANN pour les nombreux contacts qu'il continue d'entretenir avec les différentes autorités.

#### **4.7 A Bergen**

Les travaux d'agrandissement du site et l'aménagement des bâtiments existants vont bon train. Le programme d'extension et d'amélioration est prévu en quatre phases qui devraient être achevées au mois de mai 1998. L'école de Bergen disposera alors de locaux très fonctionnels comprenant un nouveau gymnase pour le maternel, un autre pour le primaire, deux salles pour l'éducation artistique, un agrandissement de la bibliothèque. Je tiens à remercier les autorités néerlandaises pour ces aménagements et pour la qualité des bâtiments en construction qui visent tous à donner à l'école européenne de Bergen un aspect attractif en aménageant des espaces plus vastes pour l'entrée de l'école et pour les locaux de réception.

#### **4.8 A Culham**

Les autorités britanniques tiennent compte des besoins de l'école pour apporter les améliorations nécessaires en fonction des crédits dont elles disposent.

#### **4.9 A Munich**

L'augmentation des effectifs provient essentiellement d'élèves dont les parents appartiennent à l'OEB. Cette augmentation de l'ordre de 8% fait en sorte que les bâtiments scolaires atteignent la saturation. Bien que les autorités allemandes aient fait des efforts considérables pour améliorer les installations actuelles, en restructurant la cour de récréation et les installations sportives, et en aménageant deux salles supplémentaires, il faudra envisager dans un proche avenir une extension des bâtiments scolaires selon un plan qui avait déjà été élaboré dans le passé.

---

## 5.0 Activités développées dans les Ecoles européennes

---

Les rapports des Directeurs qui font l'objet d'un examen particulier à l'ordre du jour de la présente réunion soulignent les efforts faits par les Ecoles pour développer de nombreuses activités internes dans les domaines culturels, artistiques et sportifs.

Ils montrent aussi les relations qu'elles établissent avec le monde extérieur, soit par des contacts directs avec les écoles des environs immédiats soit par des échanges avec des établissements situés à l'extérieur du pays et avec des établissements situés hors de l'Union européenne.

Les Directeurs ont mis en valeur l'intérêt qu'ils portent au développement et au renforcement de la conscience européenne. Les projets Platon mis en oeuvre par la plupart des Ecoles européennes ont connu un excellent départ. Ils ont permis d'établir des relations avec des écoles partenaires et ont suscité l'intérêt des enseignants et des élèves. Afin d'éviter des redondances, il me paraît inutile de citer dans mon rapport annuel toutes les activités qui se sont déroulées dans chacune des écoles. Qu'il me soit permis cependant de regretter le manque de collaboration entre les services de la Commission responsables de la mise en oeuvre des projets Comenius d'une part et les projets Platon développés par nos écoles d'autre part. En effet, le crédit accordé par le Conseil supérieur pour la mise en oeuvre de Platon est tout juste suffisant pour développer les projets élaborés par nos écoles. Or certaines d'entre elles se heurtent à des difficultés pour trouver des partenaires dont le financement doit être pris en charge par les Agences nationales. Celles-ci ne reçoivent pas toujours les subsides nécessaires pour assurer leur partenariat, car les Ecoles européennes ne sont pas reconnues par la Commission comme écoles coordinatrices d'un projet. Pourtant, la plupart des projets élaborés par les Ecoles européennes méritent d'être considérés comme des projets-pilotes. Les contacts que j'ai pris récemment avec la DG XXII laissent espérer que la situation s'améliorera dans un proche avenir et que les partenaires recevront les subsides de la part des agences nationales.

Cependant, malgré ces remarques quelque peu restrictives, de nombreux contacts ont pu être établis et la coopération avec de nombreuses écoles nationales est remarquable. Je tiens aussi à exprimer mes remerciements aux enseignants et aux élèves qui participent avec un enthousiasme remarquable aux activités qui sont nées dans nos écoles à l'initiative de nos enseignants. Je veux citer le Model European Council, le Model European Parliament, les journées culturelles de la jeunesse, Eurosport qui se déroulent périodiquement et dont la qualité suscite l'admiration.

En ce qui concerne l'orientation des élèves, il faut souligner les grands efforts faits par les autorités nationales en faveur de nos écoles. La plupart des pays envoient dans nos différentes écoles des orientateurs nationaux qui donnent à nos élèves de précieux conseils sur leurs études futures. Les réunions organisées lors de ces visites sont suivies avec grand intérêt. En outre un groupe de guidance se réunit régulièrement sous la présidence de M. l'inspecteur BERNTH. Il comprend un enseignant par école et rassemble les informations sur l'orientation des élèves. Celles-ci sont diffusées dans

les écoles. Chaque école dispose d'une ample littérature dans ce domaine afin de guider les élèves dans le choix de leurs études.

Des contacts ont lieu également avec des établissements locaux et avec les centres médico-sociaux là où ils existent. En outre les inspecteurs nationaux apportent une aide précieuse lorsqu'une réorientation d'élèves s'avère nécessaire. Ils informent les Directeurs et les parents sur des établissements mieux adaptés aux possibilités des élèves qui éprouvent des difficultés à suivre l'enseignement pratiqué dans nos écoles.

---

## **6.0 Activités développées par les Comités préparatoires**

---

Le Conseil supérieur est l'organe auquel aboutissent les propositions élaborées par les Comités préparatoires, à savoir les Conseils d'inspection, les Comités pédagogiques et le Comité administratif et financier. Bien souvent ces comités sont eux-mêmes subdivisés en groupes de travail chargés de préparer les travaux. Cette année, un groupe de travail supplémentaire intitulé "Avenir des Ecoles européennes" créé par le Conseil supérieur a développé une activité considérable.

Ces Comités se sont réunis aux dates suivantes:

### **6.1 Les Conseils d'inspection et les Comités pédagogiques**

#### **1. Primaire**

Au cours de l'année 1997 le Conseil d'inspection primaire s'est réuni aux dates suivantes:

- le 12 mars 1997 à Bruxelles
- les 19 et 20 juin 1997 à Ostende
- les 17 et 18 septembre 1997 à Bruxelles
- le 19 novembre 1997 à Bruxelles

Le Comité pédagogique primaire s'est réuni

- le 14 mars 1997 à Bruxelles
- le 21 novembre 1997 à Bruxelles

Au cours de ces réunions de nombreuses questions ont été examinées dont certaines ont abouti à des décisions prises par le Conseil supérieur ou à des points examinés par le Conseil supérieur sous forme d'information. D'autres questions à caractère strictement interne ont servi à améliorer le fonctionnement du Conseil d'inspection et du Comité pédagogique. Les points essentiels abordés au cours de l'année 1997 ont été les suivants:

- Inspection en équipe pour les «Heures européennes»
- Enseignement simultané du suédois et du finlandais dans les sections suédoises et finlandaises

- Remplacement de la Commission Euromath par la Commission de Mathématique
- Travaux du Comité de réforme
- Structure du Carnet scolaire
- Âge d'admission à l'école maternelle
- Programmes d'Allemand et d'Anglais langues II
- Cours de religion et de Morale
- Enseignement de la langue anglaise à l'Ecole européenne de Mol
- Management inspection à l'Ecole européenne de Luxembourg
- Intégration des enfants à besoins spécifiques
- Reclassement des Adjoints du cycle primaire
- Surveillance à la cantine
- L'Education à l'école maternelle
- Fonctionnement des groupes de travail et répartition des tâches parmi les Inspecteurs
- Abaissement du seuil de dédoublement des classes
- Fixation de priorités pédagogiques
- Conditions de travail des Inspecteurs
- Nouvelle conception pour la formation continuée des enseignants

## **2. secondaire**

Au cours de l'année 1997 le Conseil d'inspection secondaire s'est réuni aux dates suivantes:

- le 11 mars 1997 à Bruxelles
- le 25 juin 1997 à Bruxelles
- les 10 et 11 septembre 1997 à Bruxelles
- le 18 novembre 1997 à Bruxelles

Le Comité pédagogique secondaire s'est réuni

- le 12 mars 1997 à Bruxelles
- le 19 novembre 1997 à Bruxelles

Les questions essentielles abordées au cours de ces réunions ont été les suivantes:

- De nombreuses questions concernant le Baccalauréat européen telles que: format du diplôme, augmentations des indemnités accordées au Président, aux vice-Présidents et aux examinateurs externes, révision du droit d'inscription des candidats au Baccalauréat, modifications du Règlement d'application au Règlement du Baccalauréat.
- Nouvelle structure pour la Commission permanente des aides aux apprentissages pour les enfants à besoins spécifiques

- Révision du système de crédits d'heures suite au dédoublement à 28 des cours de langue décidé par le Conseil supérieur
- Enseignement de la langue anglaise à l'Ecole européenne de Mol
- Révision du programme d'Allemand langue I
- Révision du programme de Latin
- Changement de LII en fin de 3ème année
- Suivi des programmes Platon
- Utilisation d'ELEE par les Inspecteurs
- Dossier d'information pour les nouveaux Inspecteurs
- Examen du rapport du Président et de celui des examinateurs externes du jury du Baccalauréat
- Rapport de l'Inspection en équipe à l'Ecole européenne de Luxembourg
- Programme de Philosophie pour les 6ème et 7ème années
- Examens de divers recours concernant des échecs au Baccalauréat
- Organisation du Baccalauréat de juin/juillet 1998
- Organisation de la fin de l'année scolaire
- Critères d'évaluation des performances des élèves
- Dispositions générales relatives à l'enseignement des langues dans les Ecoles européennes
- Changement de LII en cours de scolarité
- Enseignement aux élèves qui ne disposent pas d'une section linguistique
- Inspection en équipe à Bruxelles II (Histoire-Géographie et Sciences humaines)
- Collaboration entre l'Ecole de Luxembourg et les Instituts de formation des enseignants luxembourgeois
- Examen du suivi des mandats confiés par le Conseil supérieur
- Règles de promotion dans les classes 1, 2, 3 du secondaire.

3. Les Inspecteurs du cycle primaire et ceux du cycle secondaire se réunissent deux fois par an en réunions communes.

En 1997, ils se sont réunis:

- le 13 mars
- le 20 novembre

Au cours de ces réunions ils ont examiné les points suivants:

- gestion des programmes Platon
- désignation des membres des Comités de sélection pour la nomination des Directeurs et des Adjoints à partir de septembre 1998.
- Management Inspection
- Structure de la Commission d'aide aux apprentissages pour les enfants à besoins spécifiques dans les deux cycles d'enseignement.

## 6.2 Le Comité Administratif et Financier

Le Comité administratif et financier s'est réuni cinq fois au cours de l'année 1997. Mais plusieurs membres ont participé en outre à des groupes de travail, notamment au «groupe budget» chargé d'examiner la possibilité d'établir un budget type permettant de faciliter l'élaboration des budgets annuels. Les travaux de ce groupe n'ont pas encore abouti en raison de la complexité du système d'une part mais aussi en raison de la faible marge de discussion sur les budgets dont 90% concernent le chapitre I qui constituent des dépenses fixes incompressibles. Plusieurs membres du CAF font également partie du groupe de travail sur l'Avenir des Ecoles européennes.

Les points essentiels examinés par le CAF lors de ses réunions sont les suivants:

- Etablissement des budgets
- Examen du rapport de la Cour des Comptes
- Clôture des Comptes des Ecoles européennes et du Bureau du Représentant du Conseil supérieur
- Régime applicable au personnel administratif et de service (PAS). Ce point a fait l'objet d'un examen particulier par un groupe de travail présidé par M. VAN HONACKER. De nombreuses réunions ont eu lieu en présence de représentants du PAS des Ecoles et du Bureau. Le CAF a été saisi de la proposition finale qui est soumise au Conseil supérieur au cours de la présente réunion.
- Poursuite de l'informatisation des Ecoles européennes notamment par la mise en oeuvre éventuellement du programme PERSEE phase II
- Règlement relatif au fonctionnement de la Chambre de Recours
- Examen du rapport annuel du contrôleur financier
- Examen des demandes formulées par les Conseils d'inspection et les Comités pédagogiques, notamment l'assouplissement du dédoublement des classes du cycle primaire et le réajustement de l'échelle indiciaire des Adjoints du primaire.
- Classement des enfants des fonctionnaires de l'UEO ainsi que des enfants des assistants des députés du Parlement européen en catégorie I ou III
- Management Inspection aux Ecoles européennes de Luxembourg et de Bergen
- Rémunération des Economes.

L'examen de ces questions traitées tant au niveau des Inspecteurs qu'au niveau des membres du Comité Administratif et Financier montre l'activité intense qui se déroule au sein de notre organisation. Il faut souligner ici l'importance des informations fournies grâce à l'implantation d'un système informatique efficace qui permet aux Ecoles de mieux gérer les crédits, d'avoir une meilleure vision sur la gestion du personnel enseignant et sur celle des élèves.

Toutes ces réunions sont préparées par le personnel du Bureau et je tiens à leur rendre un hommage tout particulier pour la manière dont ce personnel veille à la rédaction, à la présentation, à la traduction et à l'envoi des documents. Cela représente un travail bureautique considérable.

### 6.3 Le Conseil supérieur

L'ensemble des questions élaborées et étudiées par les Comités préparatoires aboutissent au Conseil supérieur en vue des décisions à prendre. Depuis mon précédent rapport, le Conseil supérieur s'est réuni:

- les 28 et 29 janvier 1997 à Bruxelles
- les 22 et 23 avril 1997 à Bruges
- les 14 et 15 octobre 1997 à Bruxelles

Le groupe de travail «Avenir des Ecoles européennes» s'est penché avec beaucoup de sérieux sur la question de l'intégration des futurs Etats membres de l'Union européenne dans nos Ecoles. J'en parle dans mon préambule mais je tiens à souligner ici que le mandat de ce groupe est loin d'être achevé.

---

## 7.0 Perspectives

---

Nous pouvons affirmer qu'après plus de quarante ans d'existence, le bilan de notre Institution est globalement positif. J'en veux pour preuve les nombreuses demandes émanant d'horizons divers en vue de créer des Ecoles européennes et auxquelles nous ne pouvons donner suite parce que les conditions statutaires ne sont pas remplies, les nombreux témoignages d'anciens élèves qui nous remercient pour l'éducation et la formation qu'ils ont reçues, les succès de nos bacheliers dans les Universités et qui ont fait l'objet de statistiques très encourageantes de la part d'Euresco, une organisation d'anciens élèves dont j'ai signalé l'existence dans mon rapport de l'année dernière et avec laquelle je garde des contacts étroits.

Notre Baccalauréat européen est convoité. Nombreux sont les établissements qui souhaitent pouvoir le délivrer. Les contacts établis avec d'autres Institutions lors de visites ou de conférences montrent l'intérêt suscité par le système éducatif que nous avons créé et dont l'originalité est une gageure qu'il faut préserver.

C'est pourquoi il me semble que dans les réflexions qui nous guident dans le groupe de travail sur l'Avenir des Ecoles européennes nous devons essayer de ne pas nous écarter de manière trop radicale de notre structure actuelle. Il est certes difficile d'imaginer que l'on pourra indéfiniment ajouter de nouvelles sections linguistiques à celles qui existent déjà et cela dans une seule et même Ecole. La solution consisterait à créer une école supplémentaire là où une telle situation devait se présenter. Les sites les plus concernés par l'arrivée de nouveaux Etats membres sont Luxembourg et Bruxelles. Une deuxième école à Luxembourg et une troisième à Bruxelles devraient nous permettre de répartir les sections entre les établissements sans modifier notre structure. N'oublions pas que nos Ecoles ont été créées dès le début pour répondre aux besoins de scolarisation des enfants de tous les partenaires des Institutions de l'Union européenne. De cinq langues en 1954 nous sommes passés à onze en 1996. Le dédoublement des grandes Ecoles devrait nous permettre d'héberger sans difficulté sept à huit sections linguistiques dans chacune d'elles. Il me semble en effet fondamental que



chaque enfant puisse bénéficier d'une éducation dans sa langue maternelle et puisse garder le contact avec la culture de son pays d'origine. Je reconnais que les Ecoles où le nombre d'élèves est trop faible pour créer une section linguistique se heurteraient à des difficultés pour assurer l'enseignement de la langue maternelle à tous les élèves. Il faudra pour ces Ecoles rechercher des solutions adéquates en partant de l'idée que les familles qui acceptent de s'expatrier ne peuvent pas trouver partout une éducation adaptée aux besoins ou aux souhaits de chacun.

J'exprime en cela mon idée personnelle sur l'Avenir de nos Ecoles. Je sais qu'elle est partagée par certaines délégations et contestée par d'autres. C'est de la discussion que jaillira la lumière. Je suis prêt à y participer avec l'ouverture d'esprit que vous êtes en droit d'attendre de votre Représentant.

Si j'ai mis un accent particulier sur cet aspect dans le chapitre intitulé «Perspectives» c'est parce que j'estime que c'est un élément fondamental des tâches auxquelles nous allons être confrontés dans un proche avenir.

Mais le bon fonctionnement de nos structures actuelles ne doit pas souffrir de nos préoccupations futures. Nous devons veiller à maintenir et à renforcer la cohésion entre tous les partenaires de notre Communauté éducative. Nous avons chacun un rôle à jouer.

Les Ecoles sont géographiquement éloignées les unes des autres. Il est vrai que l'informatique nous apporte une aide précieuse pour nous rapprocher. Nos Ecoles bénéficient d'un site sur Internet, nos services sont reliés par réseau dans tous les domaines et les informations peuvent être transmises instantanément d'un site à l'autre.

Je pense cependant que le contact humain reste un contact extrêmement précieux. Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour nous rencontrer au cours de l'année qui vient de s'écouler. Les réunions des Directeurs avec le Bureau seront encore renforcées l'année prochaine par une ou plusieurs réunions supplémentaires. J'apprécie les rencontres avec les parents, soit lors de réunions sur des problèmes particuliers, soit lors d'assemblées générales qu'ils organisent. Je réunis le personnel enseignant lorsque je pense pouvoir contribuer à résoudre des conflits. Je souhaite vivement que le Personnel administratif de nos Ecoles et celui du Bureau, si précieux, si compétent et si dévoué soit doté d'un Statut digne du travail remarquable qu'il fournit.

J'ai vivement apprécié les rapports clairs établis par le Contrôleur financier, M. DAVIS, depuis qu'il a pris ses fonctions. Ces rapports extrêmement utiles mettent l'accent sur les problèmes rencontrés à propos de la gestion budgétaire et de la gestion du personnel. J'encourage M. DAVIS à poursuivre ses enquêtes avec la conscience professionnelle que lui reconnaît le Conseil supérieur.

J'encourage également le groupe de travail intitulé "Management Inspection" à poursuivre ses travaux en visitant les autres écoles. Les deux rapports déjà établis prouvent longuement l'utilité de ce type d'investigation. Puisque ce groupe est composé d'inspecteurs des deux cycles et qu'il comprend l'Adjoint du Représentant du Conseil supérieur et

le Contrôleur financier, il couvre l'ensemble des différents aspects sous lesquels il convient d'examiner le fonctionnement des différentes écoles.

Par ailleurs des discussions sont en cours sur la centralisation éventuelle de la gestion des Ecoles dans le cadre de PERSEE phase II. Les discussions n'ont pas encore abouti et les Directeurs ont exprimé quelque réserves au sujet du projet qui a été présenté. Personnellement, je souhaite que nous nous orientions vers une centralisation qui va nous permettre d'harmoniser la gestion du personnel sur le plan statutaire et financier, mais cette centralisation ne devrait pas enlever aux Directeurs toute initiative sur la gestion des crédits qui sont alloués aux Ecoles pour leur gestion interne. Il faudra approfondir l'étude en cours afin d'éviter aussi que les Directeurs perdent tout contact personnel avec les enseignants, contacts indispensables à leurs yeux pour résoudre des malentendus, des incompréhensions et des litiges.

Enfin j'attache une importance toute particulière à maintenir et à renforcer les liens précieux avec le Parlement européen et avec la Commission. Ceux que nous avons établis au cours de l'année 1997 ont été très encourageants.

Je terminerai mon rapport en lançant à nouveau un appel à toutes les délégations pour qu'elles veillent à ce que la Convention signée par le Ministres de l'Education en 1994 soit ratifiée au plus tôt. Cette convention, élaborée avec soin par le Comité de l'Education du Conseil donnera sans aucun doute un nouvel élan à notre Institution en apportant à la structure actuelle des améliorations sensibles.